

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Conventions - Administration finances - Convention de mise à disposition de moyens avec le syndicat mixte de l'Adour amont

Exposé des motifs :

En 2019 le syndicat mixte Adour amont et l'Institution Adour avaient délibéré (délibération D2019-007 en date du 5 février 2019 pour le syndicat mixte de l'Adour amont, délibération n° 34/2019 du 28 mars 2019 pour l'Institution Adour) en vue d'établir une convention de mise à disposition de moyens (locaux et moyens matériels) de l'Institution Adour à destination du syndicat.

Après 4 ans de conventionnement, cette mise à disposition de services répond parfaitement aux objectifs de mutualisation identifiés dans la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE).

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2022. Il y a donc lieu d'établir une nouvelle convention à compter du 1^{er} janvier 2023.

Vu la convention de mise à disposition de moyens établie en 2019,
Considérant la proposition de nouvelle convention de mise à disposition de moyens entre l'Institution Adour et le syndicat mixte de l'Adour amont à intervenir à compter du 1^{er} janvier 2023,
Considérant le caractère complémentaire des missions confiées à l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin et au syndicat en tant que syndicat de rivière,
Considérant la nécessité d'assurer la cohérence des interventions dans le périmètre commun de compétences des structures concernant la gestion de l'espace rivière sur le bassin de l'Adour et plus largement la gestion durable de l'eau,
Considérant les missions confiées par le code de l'environnement aux établissements publics territoriaux de bassin et le rôle de chef de file de l'Institution Adour,
Considérant les missions prioritaires pour les EPTB sur le bassin Adour-Garonne identifiées dans la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) parmi lesquelles figure la mutualisation de moyens techniques,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention à intervenir pour la mise à dispositions de moyens entre l'Institution Adour et le syndicat mixte de l'Adour amont, telle que ci-annexée
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 09/12/2022

Reçu en préfecture le 09/12/2022

Affiché/Publié le 10/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1747H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Mise à disposition de moyens (locaux et matériel)

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, identifiée au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 30 novembre 2022, ci-après dénommée : **l'EPTB**

Et :

Le syndicat mixte de l'Adour amont, domicilié à la communauté de communes Adour-Madiran - 21 place du Corps-Franc-Pommiès - 65500 Vic-en-Bigorre, représenté par son président, Frédéric Ré, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : **le Syndicat**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5111-1 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu les statuts de l'EPTB arrêtés par arrêté préfectoral en date du 21 septembre 2022 et ceux du Syndicat arrêtés par arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2018,

Vu la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 10 mars 2022,

Vu la délibération n° XX en date du 30 novembre 2022 de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

Vu la délibération n° en date du ...du comité syndical du Syndicat relative à l'approbation des termes de la présente convention,

Considérant les missions prioritaires pour les EPTB sur le bassin Adour-Garonne identifiées dans la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) parmi lesquelles figure la mutualisation de moyens techniques,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de fixer les engagements réciproques des parties permettant au Syndicat d'exercer ses missions.

Article 2. Mise à disposition de locaux et de matériels par l'Institution Adour

Pour permettre au Syndicat de poursuivre ses objectifs, l'EPTB met à disposition du Syndicat un local à usage de bureau ainsi que deux hangars de stockage sis à la maison de l'eau à Jû-Belloc. Le local à usage de bureau, d'une superficie de 225 m², se compose d'un espace d'accueil, de 3 espaces de bureaux, d'une salle de réunion, d'un coin repas et d'un coin sanitaire.





Article 3. Mise à disposition de matériels par l'Institution Adour

Pour permettre au Syndicat de poursuivre ses objectifs, l'EPTB met à disposition du Syndicat un standard téléphonique, un photocopieur ainsi que diverses fournitures nécessaires au bon accomplissement de ces missions techniques et administratives.

Article 4. Destination des locaux et matériels mis à disposition

Les locaux et matériels, objets de la présente convention de mise à disposition, seront utilisés par le Syndicat à usage exclusif pour la réalisation des activités relevant de ses compétences.

Article 5. Responsabilité - Assurances

Le Syndicat s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

De son côté, l'EPTB s'engage à souscrire tout contrat d'assurance garantissant les locaux et matériels mis à disposition du Syndicat contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux. Elle s'engage à ne pas se retourner contre le Syndicat au cas où de tels accidents se produiraient.

Article 6. Impôts et taxes

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux mis à disposition seront supportés par l'EPTB. Les impôts et taxes de toute nature relatifs à l'activité exercée par le Syndicat seront supportés par ce dernier.

Article 7. Modalités financières

Le Syndicat remboursera à l'EPTB les frais engendrés par la mise à disposition des locaux à concurrence du pourcentage d'occupation des locaux par ces agents et ce sur la base d'un décompte annuel des charges locatives de la maison de l'eau visé par le président et le comptable assignataire de l'EPTB.

Si dans le courant de l'exercice, des frais relatifs au fonctionnement des biens mis à disposition sont directement supportés par le syndicat, après accord de l'EPTB, ces frais seront déduits du décompte annuel.

Ces remboursements seront effectués à la fin de chaque année sous forme d'appel à contribution.

Le modèle de décompte qui fera l'objet d'une présentation annuelle est joint en annexe.

Article 8. Obligations générales du Syndicat

La présente mise à disposition de moyens est consentie à la condition que le Syndicat exerce personnellement et de façon continue son activité dans les locaux mis à disposition et suivant la destination prévue.

Article 9. Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2023, et pour une durée de deux ans. A son expiration et à défaut de résiliation anticipée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, la mise à disposition sera reconduite automatiquement pour une durée de deux ans.

Au total la mise à disposition ne pourra pas excéder quatre ans dans le cadre de la présente convention. La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2023, et pour une durée de deux ans.





Article 10. Résiliation anticipée

L'une ou l'autre des deux parties pourra notifier à tout moment à l'autre partie son intention de mettre fin à la convention en respectant un préavis de six mois.

Dans tous les cas, aucune partie ne peut prétendre à une indemnisation.

Toute demande de résiliation anticipée adressée par l'une ou l'autre des parties devra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Article 11. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

Article 12. Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Frédéric Ré
Président du syndicat mixte de l'Adour amont

Liste des pièces jointes :

- Modèle annexe financière





ANNEXE FINANCIÈRE

Annexe financière 2023 (convention entre le SMAA et l'Institution Adour du XX) Décompte général et définitif année 2023

Charges générales Maison de l'eau supportées par l'EPTB		
Poste de dépenses	Tiers	Total au 31/12/2023
Ménage locaux		
Maintenance locaux		
Maintenance informatique		
Eau		
Electricité		
Fournitures d'entretien		
Fournitures administratives		
Autres fournitures		
Location photocopieur		
Maintenance photocopieur		
Maintenance standard téléphonique		
Téléphone fixe		
		A

taux d'occupation syndicat

B

à la charge du syndicat

A x B

Charges générales supportés par le Syndicat		
Poste de dépenses	Tiers	Total au 31/12/2023
Téléphonie internet		C

taux d'occupation IA

D

à la charge de l'IA

C x D

Reste à charge final du Syndicat

=(A X B) -(CxD)

Répartition d'occupation des locaux (Temps agents 2023)

	Temps passés IA		Temps passés syndicat	
	Jours	ETP	Jours	ETP
CHAUDRON Gwénaél	203	1,00		
JARENO Benoit			203	1,00
ASTAU Jérémie			203	1,00
DUVAL Jessica			203	1,00
PINEAU Pierre			203	1,00
BENIS Régis			203	1,00
CONDOTTA David			101,5	0,50
LAFENETRE Nathalie			101,5	0,50
Total	203	1,00	1218	6,00
Taux d'occupation	D		B	

Certifié exact le

Le président,

